

AIDE A CREATION OU A LA MISE EN DERIVATION DE RETENUES COLLINAIRES

- CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ A LA MESURE -

Objectif:

Sécuriser les systèmes d'exploitation agricoles en développant les capacités de stockage de l'eau par la création ou la mise en dérivation de retenues collinaires.

Bénéficiaires:

- Les agriculteurs à titre principal ou à titre secondaire, personnes physiques et personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SCEA, SCL...).
- Les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche agricole, associations sans but lucratif, s'ils mettent en valeur une exploitation agricole.

Modalités de l'intervention :

- **❖** La participation du Département est calculée à hauteur de 80 % des dépenses éligibles avec un plafond de subvention de 4 000 €/étude ;
- Sont éligibles au dispositif Départemental les dépenses liées à la réalisation de l'étude d'incidence réglementaire préalable, réalisée dans le cadre de la procédure obligatoire de déclaration ou d'autorisation de création ou de dérivation de retenue d'eau à usage agricole;
- Les études techniques et de faisabilité ne sont pas éligibles au présent dispositif;
- Seules les dépenses engagées (factures, devis signés...) postérieurement à l'émission d'un accusé de réception de dossier complet par le Conseil Départemental seront prises en compte dans le calcul de l'aide;
- ❖ Chaque exploitation ne peut bénéficier que d'un dossier de subvention sur la période 2019-2027 ;
- Les subventions seront attribuées dans la limite de l'enveloppe financière disponible ;
- Le taux d'intervention du Département pourra être modifié en fonction des cofinancements éventuels.

Pièces à fournir pour la demande de subvention

- ❖ Le présent formulaire et documents annexes éventuels ;
- ❖ Un RIB;
- ❖ Le devis estimatif détaillé pour l'étude d'incidence réglementaire ;
- Copie du courrier de réponse de la Direction départementale des territoires (DDT) concernant la demande d'avis relatif au projet, instruite au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

<u>Pièce à joindre pour le paiement de la subvention</u> :

- Facture acquittée.
- Compte-rendu technique de l'étude

La demande est à adresser à :

Conseil Départemental de l'Allier
Direction de la Vitalité des Territoires
Service Agriculture, Forêt et Aménagement rural
deeaa-safar@allier.fr
1 avenue Victor Hugo – BP 1669
03016 MOULINS Cedex
\$\infty\$ 04.70.34.40.03



FORMULAIRE DE DEMANDE

M ^{elle} Mme M. Nom :		Prénom :							
Raison sociale : ☐ Exploitant individuel, ☐ GAEC,	□ EARL ,	□ SCEA,	☐ Autre (préciser)						
Nom de la société :	Po	ur les GAEC, nombre d	e parts économiques :						
N° SIRET : _	_ _ _ _ .	_l							
Adresse : (personnelle : 🗆	siège social : □) Code p	ostal : 03						
Commune :	de téléphone :								
Mail :	@								
Taille de l'exploitation		Répartition de	la surface en production						
Superficie exploitée Hont Fermage Métayage dont mise à disposition (sociétés) dont propriété	Grandes cultures Prairies permane Prairies tempora Légumes Arboriculture/pe PAM	rntes Ha ires Ha Ha							
Vaches allaitantes Vaches laitières Ovins	Vaches Brebis	nales Porcins : naisseur Porcins : engraissemen Volailles : Autres :	Têtes /an						
Main d'œuvre présente sur l'exploitation									
Main d'œuvre totale l	-	Salarié(s) perma Salarié(s) occasio Exploitant(s) Aide familial							

Présentation de votre projet de création ou de mise en dérivation de retenue collinaire: (Type de projet, localisation, utilisation, présence ou non d'irrigation avant le projet, toutes précisions qualitatives ou quantitatives du projet établies le cas échéant par des documents à joindre en annexe de la présente demande) _____ ______

Evolution prévisible du système d'exploitation du fait de la réalisation du projet : (Evolution des surfaces irriguées, des rotations, redécoupage parcellaire, réorientation technique de l'atelier povin, ovin, etc,)

Investissement prévisionnel faisant l'objet de la demande :

Libellé de la prestation d'étude préalable d'incidence réglementaire	Montant (€ HT)	N° devis	Fournisseur
	€		

Plan de financement:

Financement sollicité	Montant d'aide sollicité
Conseil Départemental de l'Allier	€
Autres :	€
Sous-total financement public	€
Emprunt	€
Autofinancement	€
Total général	€

Engagements du demandeur

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- La régularité de ma (notre) situation au regard des cotisations sociales et fiscales ;
- L'exactitude des renseignements indiqués dans le présent formulaire ;
- Ne pas avoir reçu plus de 20 000 € de subvention au titre des aides de minimis au cours de ces trois dernières années;
- Ne pas avoir sollicité pour ce projet d'autres aides que celles indiquées dans le tableau « Plan de financement » du présent formulaire ;
- Avoir pris connaissance des conditions d'éligibilité à la mesure du présent formulaire ;
- Avoir pris connaissance du fait que ma demande de subvention pourra être rejetée, notamment aux motifs que le projet ne répond pas aux critères d'éligibilité ou que les crédits affectés à cette mesure sont épuisés.

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- Ne pas débuter les investissements avant la date d'émission de l'accusé réception de dossier complet (la signature d'un bon de commande ou l'émission d'une facture est considérée comme un début d'investissement);
- Informer le Conseil Départemental de toute modification concernant le projet et/ou le demandeur ;
- Poursuivre l'activité agricole pendant au moins cinq ans à compter de la date d'accord de subvention ;
- Me (nous) soumettre à tout contrôle administratif et/ou sur place qui pourrait résulter de l'octroi de l'aide;
- Ne pas solliciter à l'avenir pour ce projet d'autres aides que celles indiquées dans le tableau « Plan de financement » du présent formulaire ;
- Détenir, conserver et fournir tout document ou justificatif demandé par les autorités compétentes pendant une durée de dix ans suivant la date d'accord de subvention.

Je suis	informé(e)	qu'en	cas	d'irrégularité	ou de	non	respect	de	mes	engagements	le re	mbourseme	nt des
somme	es perçues p	ourra	être (exiaé.									

	•	•	•	•				
Fait à					le			

Signature du demandeur (dans le cas où le demandeur est un GAEC, noms et signatures de tous les associés)